

Pierre-André BOISSINOT

L'affaire des fiches,
première fuite de données
gouvernementales ?



Promotion 2024-2025

I. Un contexte propice à la mise en place du fichage	4
L'armée et la République : un rapport conflictuel	4
Objectifs et organisation du fichage	5
II. La révélation de l'affaire et ses conséquences politiques	7
Une fuite de données avant l'heure	7
Sanctions et bouleversements institutionnels	8
III. Conséquences de l'affaire des fiches et enjeux modernes	10
Un scandale annonciateur des fuites modernes	10
Les enjeux contemporains de la gestion des données gouvernementales	10
a) La protection des données personnelles	10
b) L'usage politique des informations	11
c) Le rôle des lanceurs d'alerte et la transparence étatique	11
Conclusion	12
Bibliographie	14

« Si j'aurais su, j'aurais pas venu »

Petit Gibus dans La Guerre des Boutons

Nous sommes en 1904. La Troisième République est encore toute jeune en France, et la monarchie et les empires ne sont pas si éloignés. Les français sont opposés sur tout : monarchistes contre républicains, religieux et anti-cléricaux, pro et anti-sémites. Quelques années auparavant l'affaire Dreyfus a cristallisé toutes ces oppositions, et démontré la fragilité du gouvernement et de la république. Depuis 1902 la France est dirigée par un gouvernement de radicaux, dont Émile Combes est le président du Conseil¹. Son gouvernement s'attèle à renforcer le sentiment républicain dans le pays, et prépare une loi pour acter la séparation de l'Église et de l'État.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'un des plus gros scandales de l'histoire de France, connu sous le nom d'*affaire des fiches*². Cette histoire entremêle mensonge d'État, intervention des francs-maçons, et d'une manière plus générale tout ce qui peut réjouir les amateurs de théories du complot. En effet le gouvernement d'Émile Combes organise en secret le fichage des officiers de l'armée, en faisant appel aux loges maçonniques pour collecter des informations sur leurs préférences politiques et religieuses. Cependant ce fichage officieux est dévoilé par le premier lanceur d'alerte de l'histoire, Jean-Baptiste Bidegain, et le scandale explose à la Chambre des députés³, entraînant le limogeage immédiat du Général André, ministre de la Guerre et instigateur du fichage, suivi finalement quelque temps après par Émile Combes lui-même.

L'affaire soulève des questions fondamentales tant sur la confidentialité des informations gouvernementales que sur l'utilisation politique des données personnelles et la protection des libertés individuelles. Elle préfigure des débats contemporains sur les fuites d'informations, telles que celles de WikiLeaks ou d'Edward Snowden.

Nous allons ici nous intéresser de près à cette affaire, et essayer de définir en quoi elle constitue la première fuite de données gouvernementales de l'histoire.

Pour ce faire nous allons d'abord approfondir le contexte historique, et déterminer en quoi il a permis l'émergence de ce système de fichage. Ensuite nous nous attarderons sur les circonstances de la révélation de l'affaire et ses conséquences politiques. Enfin nous nous

¹ L'équivalent de notre actuel Premier Ministre.

² Aussi appelée parfois "Affaire des casseroles".

³ L'équivalent de notre actuelle Assemblée Nationale.

interrogerons sur son héritage et sur les parallèles que l'on peut établir avec les fuites de données modernes et les enjeux actuels autour de la protection des données.

I. Un contexte propice à la mise en place du fichage

L'armée et la République : un rapport conflictuel

Depuis la chute du Second Empire et l'instauration de la Troisième République, en 1870, l'armée française est perçue comme un bastion conservateur et monarchiste. Beaucoup d'officiers sont issus de familles catholiques et royalistes, ce qui inquiète (non sans raison) les républicains au pouvoir. De plus, en ce début de XX^e siècle, l'armée est quasiment intouchable. La défaite de Sedan en 1870 contre la Prusse a constitué un traumatisme national : cette armée que l'on croyait invincible a été vaincue en quelques semaines, et en conséquence la France a perdu l'Alsace et la Lorraine. Dans l'imaginaire français il faudra se battre pour reconquérir ces territoires, et l'armée - instrument de cette future reconquête - est sanctuarisée et vénérée. Elle doit être intouchable pour se préparer à "la revanche".

La Troisième République doit s'imposer face aux forces monarchistes et bonapartistes, qui restent influentes dans les milieux militaires. L'armée devient donc un enjeu politique majeur, car les républicains veulent s'assurer qu'elle ne serve pas de levier à une éventuelle restauration monarchique.

D'ailleurs très peu de temps auparavant, en janvier 1889, le général Georges Boulanger, alors qu'il célèbre sa victoire électorale aux élections législatives à Paris avec 50 000 de ses partisans, est invité par ceux-ci à marcher sur l'Élysée et à prendre le pouvoir. Il refuse, mais les républicains réagissent tout de même en lançant un mandat d'arrêt contre le général qui devra se réfugier en Suisse.

L'antagonisme entre l'armée et la République atteint son apogée avec l'affaire Dreyfus (1894-1906). Elle divise profondément la société française et révèle l'ampleur de l'hostilité de certains cercles militaires envers le régime républicain. L'état-major de l'armée, soutenu par les milieux nationalistes et cléricaux, plaide la culpabilité du capitaine Dreyfus malgré les preuves de son innocence. Cette crise renforce la méfiance des républicains envers l'armée et alimente la volonté du gouvernement de surveiller ses officiers.

Les tensions entre la République et l'armée sont étudiées par de nombreux historiens, notamment Jean-Noël Jeanneney dans sa *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir*⁴ ou

⁴ Jeanneney, J.-N. (1977). *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir*. Éditions du Seuil.

François Bédarida dans son article *L'Armée et la République : les opinions politiques des officiers français en 1876-1878*⁵.

En parallèle, la montée de l'anticléricalisme au tournant du XX^e siècle accentue cette défiance. Les républicains radicaux, menés par Émile Combes, considèrent que l'Église catholique représente une menace pour la République. Ils préparent une loi de séparation de l'Église et de l'État, se mettant par là même à dos toutes les instances religieuses du pays, ainsi que de nombreux conservateurs. Cette loi, qui sera finalement votée en 1905, est l'un des aboutissements de cette politique anticléricale. Avant même son adoption, la présence de nombreux officiers catholiques dans l'armée suscite des inquiétudes. Selon l'historien Jean-Marie Mayeur, "les républicains voient dans l'officier catholique un potentiel ennemi de la République"⁶.

Dans ce climat de suspicion généralisée, le gouvernement considère nécessaire de surveiller les opinions politiques et religieuses des officiers. C'est ainsi qu'émerge l'idée d'un fichage à grande échelle, non seulement comme un outil de contrôle, mais aussi comme un moyen de garantir que les promotions militaires favorisent les officiers loyaux à la République.

Objectifs et organisation du fichage

Dans ce contexte de défiance extrême, le ministre de la Guerre, le général Louis André, met en place un système de fichage à grande échelle des officiers de l'armée. L'objectif principal est d'identifier les officiers considérés comme potentiellement hostiles à la République en raison de leurs convictions religieuses ou politiques. Pour les républicains radicaux alors au pouvoir il s'agit de s'assurer que l'avancement dans la hiérarchie militaire priorise les cadres militaires fidèles aux idéaux républicains et non ceux susceptibles de soutenir un retour à la monarchie ou d'être influencés par l'Église catholique.

Il faut noter que la notion de fichage n'est pas nouvelle, et est même parfois légitime. Le général André avait par lui-même commencé à établir des listes d'officiers, avant même d'entrer en poste au ministère. Il avait ainsi initié deux listes, la liste *Carthage*⁷ dans laquelle entrent les officiers catholiques et nationalistes — à écarter des promotions —, et la liste *Corinthe*⁸, où vont les officiers républicains et libres-penseurs — dont le cabinet d'André

⁵ Bédarida, F. (1964). *L'Armée et la République : les opinions politiques des officiers français en 1876-1878*. *Revue Historique* (1964).

⁶ Mayeur, J.-M. (1984). *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*. Points.

⁷ Allusion au mot de Caton l'Ancien, *Delenda Carthago* [Il faut détruire Carthage !].

⁸ Référence à la locution latine *Non licet omnibus adire Corinthum* [Il n'est pas donné à tout le monde d'aller à Corinthe] (le général André était visiblement un fin latiniste...).

cherche à accélérer la carrière. Ce qui est une nouveauté ici c'est l'ampleur que prend le phénomène.

Pour mettre en place ce fichage à grande échelle, le général André — sur les conseils du général Percin, son chef de cabinet, en qui il a toute confiance — s'appuie sur le *Grand Orient de France*, la principale obédience maçonnique, qui partage les idéaux républicains et anticléricaux du gouvernement. Cette organisation dispose de loges dans toutes les villes de garnison, et d'un vaste réseau de contacts au sein de l'administration et de l'armée, ce qui permet de collecter discrètement des informations sur les officiers.

Le système de fichage fonctionne sur la base de rapports transmis par des informateurs francs-maçons infiltrés dans l'armée et les cercles militaires. Ces informateurs notent les pratiques religieuses des officiers (fréquentation des messes, appartenance à des confréries catholiques, attitudes envers les autorités ecclésiastiques) ainsi que leurs opinions politiques supposées. Les fiches sont ensuite centralisées au ministère de la Guerre et utilisées pour orienter les décisions de promotion ou de mise à l'écart des officiers jugés « indésirables ».

Certaines fiches sont favorables à quelques officiers, mais un grand nombre d'autres porte des indications incriminantes, comme « Clérical », « Va à la messe », « Fait élever ses enfants chez les frères », « Réactionnaire et catholique convaincu », « S'est rendu ridicule il y a quatre ans en tombant à genoux au passage d'une procession », « Quand on porte un nom pareil [à particule], on ne peut pas être républicain », « Ami intime de l'évêque », etc.

Si les listes *Carthage* et *Corinthe* ne contiennent au départ que les officiers que le ministre a connus au cours de sa carrière, ou dont il a entendu parler, soit guère plus que 800 fiches, l'historien Serge Bernstein comptabilise 18 818 fiches⁹ rédigées grâce au Grand Orient entre le 1er septembre 1901 et le 30 octobre 1903. À l'époque du fichage, le nombre d'officiers français en activité est d'environ 27 000.

Un chapitre entier est consacré à ce fichage dans l'ouvrage de Jean Garrigues, *Les scandales de la République*¹⁰.

L'un des aspects les plus problématiques du fichage est son caractère clandestin et subjectif. Les informations collectées ne reposent pas nécessairement sur des faits avérés mais sur des impressions ou des dénonciations anonymes. Par ailleurs, le système viole le

⁹ Ce chiffre, qui trouve sa source chez Jean-Baptiste Bidegain, est remis en cause par l'historien franc-maçon Daniel Kerjan, qui le juge exagéré pour des questions de personnel : il l'estime plutôt à quelques milliers.

¹⁰ Garrigues, J. (2004). *Les scandales de la République : De Panama à l'affaire Benalla*. Nouveau monde éditions.

principe d'égalité de traitement dans l'armée, en privilégiant les promotions sur des critères idéologiques plutôt que sur le mérite militaire.

Rappelons tout de même qu'à l'époque d'autres fichages illégaux sont également en œuvre. Par exemple, à Paris, l'abbé Tourmentin publiait des listes de francs-maçons tandis qu'à Grenoble, Mgr Fava dénonçait nommément les membres de la Franc-Maçonnerie. Rappelons également que le *Grand Orient de France* n'est pas la seule source d'alimentation du fichage : les informations (licites) obtenues des préfets viennent aussi nourrir les listes.

Néanmoins les conséquences de ce fichage institutionnel sont lourdes : certains officiers sont mis à l'écart, d'autres voient leur carrière brisée. Cette gestion des promotions à des fins politiques fragilise l'autorité de l'institution militaire et accroît les tensions entre les républicains et l'armée.

II. La révélation de l'affaire et ses conséquences politiques

Une fuite de données avant l'heure

L'affaire éclate en octobre 1904. Au matin des 27 et 28 octobre 1904, *Le Figaro* publie des dossiers détaillés sur le scandale des fiches, révélant notamment l'existence des dossiers Carthage et Corinthe, et mettant en cause le capitaine Mollin¹¹. Le 28 octobre, *Le Matin* titre également sur le scandale des fiches. Dans la journée du 28 octobre 1904 un député nationaliste, Jean Guyot de Villeneuve, interpelle le gouvernement à la Chambre des députés, dévoile l'existence de milliers de fiches secrètes, et expose le système de fichage mis en place par le général André et le Grand Orient. Il accuse ouvertement le gouvernement d'opérer une discrimination politique et religieuse au sein de l'armée, violant ainsi les principes républicains d'égalité et de neutralité. Le ministre nie avoir connaissance de ces agissements, mais le scandale continue. Durant la séance du 4 novembre, Guyot de Villeneuve produit un document qui incrimine André directement. La séance est houleuse et le député nationaliste Gabriel Syveton¹² gifle le ministre de la Guerre, déclenchant une empoignade dans l'hémicycle¹³.

¹¹ Officier d'ordonnance du ministre et franc-maçon, qui faisait l'intermédiaire avec le GODF.

¹² Membre de la Ligue de la patrie française, une organisation nationaliste et antidreyfusarde.

¹³ Cette gifle en plein hémicycle a fait le tour de la France à l'époque, et était presque aussi célèbre que celle plus récente de Will Smith à la cérémonie des oscars !

Le responsable de cette fuite est, en réalité, Jean-Baptiste Bidegain, sous-secrétaire du *Grand Orient de France*. Entré “par curiosité” dans la Franc-Maçonnerie à 23 ans, il fonde en 1902 la loge *L'Action Socialiste* dont il devient le secrétaire. Le 1er janvier 1901 il est nommé secrétaire adjoint du *Grand Orient*, ce qui lui procure un pouvoir important, notamment en l'absence du secrétaire Narcisse-Amédée Vadecard. Pourtant, dès l'année suivante, ce franc-maçon idéaliste retourne progressivement vers l'Église, encouragé par son parrain, l'abbé Odelin, vicaire général de l'archevêque de Paris. Une déception professionnelle l'amène à être dégoûté de la Franc-Maçonnerie (il espérait prendre la place du secrétaire, place que celui-ci lui faisait miroiter depuis longtemps mais qu'il conservera finalement jusqu'en 1919) et il fera fuiter les fiches rassemblées au siège du *Grand Orient*.

Les fiches fournies par Bidegain, sans doute grâce aux contacts de son parrain, l'abbé Odelin (antisémite convaincu et proche des milieux conservateurs), sont vendues¹⁴ au député Guyot de Villeneuve, qui les transmet à la presse et aux parlementaires d'opposition. *Le Figaro* et *Le Matin* publient alors des extraits accablants, confirmant l'existence de ce fichage systématique des officiers en fonction de leur foi et de leurs opinions politiques.

La révélation provoque un véritable séisme politique et médiatique. Les nationalistes et les conservateurs dénoncent une persécution des catholiques au sein de l'armée, tandis que les républicains modérés expriment leur malaise face aux méthodes employées. L'opinion publique est choquée par l'ampleur de cette surveillance secrète, perçue comme une violation des libertés individuelles et une manipulation des institutions militaires.

De nombreux articles sont consacrés à cet épisode, notamment celui intitulé *L'affaire des fiches : un scandale républicain*, de Serge Bernstein¹⁵ qui présente une étude détaillée du scandale et de ses répercussions.

Sanctions et bouleversements institutionnels

Face à l'indignation croissante, une commission d'enquête parlementaire est mise en place pour examiner l'affaire. Ses conclusions confirment les pratiques de fichage et leur influence sur les promotions des officiers, ce qui fragilise considérablement le gouvernement.

Finalement, sous la pression des parlementaires et de l'opinion publique, le général Louis André, ministre de la Guerre et principal artisan du système de fichage, est contraint à la démission le 15 novembre 1904. Son départ marque une tentative d'apaisement, mais ne

¹⁴ Même s'il a été par la suite surnommé “le Judas du Grand Orient” Bidegain a tiré un peu plus de 30 deniers de l'affaire : il les a vendus pour 40 000 Frs, soit l'équivalent de 22 ans de son salaire (même si selon lui l'argent n'était pas la motivation première en l'occurrence).

¹⁵ Bernstein, S. (2006). *L'affaire des fiches : un scandale républicain*. *Les collections de L'Histoire* (33).

suffit pas à calmer la tempête politique. Quelques mois plus tard, en janvier 1905, et malgré le soutien obstiné de Jean Jaurès, le gouvernement d'Émile Combes, fragilisé par le scandale et d'autres tensions internes, tombe à son tour.

L'affaire a également des conséquences directes sur la hiérarchie militaire. De nombreux officiers fichés comme catholiques ou nationalistes demandent réparation et dénoncent une atteinte à leur honneur. L'armée, déjà secouée par l'affaire Dreyfus, sort profondément divisée de ce nouvel épisode. Le scandale pousse les autorités à repenser la gestion des données personnelles dans l'administration militaire et à adopter une plus grande prudence dans le traitement des informations sensibles.

Il a même été suggéré (mais jamais réellement prouvé) que les fiches établies seraient la source de certaines promotions indues de généraux, lesquels seront ensuite massivement limogés par le général Joseph Joffre¹⁶, dans les premiers mois de la Première Guerre mondiale. Toutefois, étant donné l'écart temporel entre l'affaire des fiches et les débuts erratiques de la guerre, il est assez peu probable que l'influence soit réelle. Quand la situation s'envenime, on cherche à tout prix des responsables...

Parmi les officiers qui s'estiment floués par ce système de fichage on trouve un certain colonel *médiocre, libertin et proche de la retraite en 1914*¹⁷, du nom de Philippe Pétain. Celui-ci n'aurait jamais été général sans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, et il vouera toute sa vie une haine féroce à la Franc-Maçonnerie. La loi du 13 août 1940, fermant les obédiences et pourchassant les francs-maçons, précédera même de quelques semaines celle sur le statut des juifs. Selon les mots de Pétain : « Un juif n'est jamais responsable de ses origines, un franc-maçon l'est toujours de son choix ».

L'impact de l'affaire se fait aussi sentir dans les relations entre l'État et la Franc-Maçonnerie. Le *Grand Orient de France*, impliqué dans la collecte des fiches, voit son rôle dans les affaires publiques remis en question. Dorénavant la Franc-Maçonnerie française (le *Grand Orient* mais plus encore la *Grande Loge de France*) s'éloignera de la sphère politique pour se recentrer vers le symbolisme¹⁸ et le rituel maçonnique.

Cet épisode marque aussi un tournant dans la perception du rôle des réseaux maçonniques : la révélation du rôle occulte joué par le *Grand Orient* dans le fichage des officiers relance durablement l'idée de "complot maçonnique", et détermine la réactivation ou

¹⁶ Chef d'état-major en 1914, lui-même franc-maçon.

¹⁷ Selon les termes de Jean-Laurent Turbet dans *L'épopée de la Franc Maçonnerie*, 2024.

¹⁸ La revue *Le Symbolisme* d'Oswald Wirth est créée en 1912.

la création de plusieurs associations anti-maçoniques, notamment la *Ligue française antimaçonnique* d'Émile Driant et Paul Copin-Albancelli.

III. Conséquences de l'affaire des fiches et enjeux modernes

Un scandale annonciateur des fuites modernes

L'affaire des fiches peut être considérée comme une des premières fuites de données gouvernementales ayant eu un impact politique majeur. Elle illustre la manière dont des informations confidentielles, collectées par l'État à des fins administratives ou sécuritaires, peuvent être révélées et utilisées pour dénoncer des abus de pouvoir¹⁹.

Ce scandale préfigure des affaires contemporaines, comme les révélations d'Edward Snowden²⁰ sur la surveillance de masse par la NSA ou la publication de câbles diplomatiques par WikiLeaks²¹. Dans ces cas, comme dans l'affaire des fiches, l'accès illégal ou non autorisé à des bases de données secrètes a conduit à une crise politique et à des débats sur les limites du contrôle gouvernemental.

Le parallèle avec les lanceurs d'alerte modernes est frappant : Jean-Baptiste Bidegain, en révélant les fiches, agit comme un précurseur des figures telles que Julian Assange ou Chelsea Manning²². Il met en lumière une pratique controversée au sein des institutions étatiques, tout comme les lanceurs d'alerte d'aujourd'hui dénoncent des atteintes aux droits fondamentaux.

Les enjeux contemporains de la gestion des données gouvernementales

L'affaire des fiches pose de nombreuses questions qui restent parfaitement d'actualité, et qui se retrouvent aujourd'hui dans les débats sur la cybersécurité, la surveillance étatique et les libertés individuelles.

a) La protection des données personnelles

Le fichage des officiers reposait sur des informations privées collectées à leur insu, ce qui constitue une atteinte à leur liberté individuelle. À l'ère numérique, ce type de problématique

¹⁹ Sujet, entre autres, des travaux d'Armand Mattelart et notamment son essai *La globalisation de la surveillance : Aux origines de l'ordre sécuritaire*, 2008.

²⁰ Voir son autobiographie *Mémoires vives*, d'Edward Snowden, 2019.

²¹ Voir l'autobiographie *Julian Assange: The Unauthorised Autobiography*, de Julian Assange, 2011.

²² Voir son autobiographie *Readme.txt*, de Chelsea Manning, 2022.

est exacerbé par l'ampleur des données collectées par les gouvernements et les entreprises technologiques. La mise en place du RGPD²³ en Europe illustre à la fois la nécessité d'un encadrement juridique strict pour éviter les abus et la volonté des instances européennes d'être des précurseurs dans ce domaine.

Le débat sur la protection des données personnelles est aujourd'hui omniprésent. Entre les révélations sur la surveillance de masse opérée par les États²⁴ et les controverses autour des GAFAM²⁵, l'équilibre entre sécurité nationale et respect de la vie privée reste un enjeu majeur²⁶.

b) L'usage politique des informations

Dans l'affaire des fiches, l'État utilisait des données personnelles pour influencer la hiérarchie militaire selon des critères idéologiques et religieux. Cette instrumentalisation des informations à des fins partisans trouve aujourd'hui des échos dans des affaires comme le scandale *Cambridge Analytica*, où des données personnelles ont été exploitées pour manipuler l'opinion publique lors d'élections.

Les gouvernements actuels doivent faire face à des accusations similaires d'exploitation de données pour le maintien du pouvoir ou la répression politique. En Chine, par exemple, le système de *crédit social* repose sur une surveillance constante des citoyens, rappelant les dérives possibles de la collecte d'informations à grande échelle.

c) Le rôle des lanceurs d'alerte et la transparence étatique

La divulgation des fiches par Bidegain a provoqué une crise politique majeure et illustré la difficulté pour un État de garder secrètes des informations compromettantes. Aujourd'hui, la place des lanceurs d'alerte est fondamentale. Au rang des principaux scandales exposés on trouve par exemple ces dernières années :

- Edward Snowden a révélé l'ampleur de la surveillance exercée par la NSA.
- Julian Assange et WikiLeaks ont publié des documents secrets exposant des pratiques controversées des gouvernements occidentaux.

²³ Règlement Général sur la Protection des Données, entré en vigueur en 2018.

²⁴ Encore récemment le Royaume Uni a été épinglé pour avoir demandé à Apple une *backdoor* permettant d'espionner les données des utilisateurs dans le *cloud*.

²⁵ Acronyme correspondant aux initiales des plus grandes entreprises américaines de la tech : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

²⁶ A propos des controverses sur les GAFAM lire l'excellent essai *L'âge du capitalisme de surveillance*, de Shoshana Zuboff, 2020.

- Frances Haugen a dévoilé l'impact des algorithmes de Facebook sur la désinformation et la santé mentale des utilisateurs²⁷.
- Christopher Wylie a dévoilé l'affaire de *Cambridge Analytica* et les manipulations des algorithmes de Facebook à des fins électorales.

Ces figures modernes démontrent que l'accès aux informations gouvernementales, autrefois limité aux cercles du pouvoir, est devenu un enjeu de société. La question est alors de savoir si ces révélations servent l'intérêt général ou s'il est légitime que certaines informations restent confidentielles pour préserver la sécurité nationale.

En ce sens, l'affaire des fiches demeure une référence historique pour comprendre les tensions entre État, confidentialité et transparence. Elle montre que la question du contrôle de l'information, qu'elle soit militaire, diplomatique ou politique, est un enjeu récurrent dans l'histoire des démocraties.

Conclusion

L'affaire des fiches constitue un tournant dans l'histoire du contrôle des informations sensibles par l'État. Ce scandale a mis en lumière les risques liés à l'exploitation de données personnelles à des fins politiques et a illustré les dangers d'une administration opérant sans transparence ni contrôle démocratique. À travers les tensions qu'elle a générées, elle a révélé une fracture au sein des institutions républicaines, opposant les partisans d'un État fort à ceux prônant le respect strict des libertés individuelles.

Ce scandale ne doit pas être perçu comme un fait historique isolé. Il s'inscrit dans une problématique plus large qui résonne encore aujourd'hui, à l'ère du numérique et du Big Data. La collecte massive d'informations, qu'elle soit orchestrée par des gouvernements ou des multinationales, pose les mêmes questions fondamentales que celles soulevées en 1904 : qui détient l'information ? À quelles fins est-elle utilisée ? Comment garantir un équilibre entre sécurité et respect des droits fondamentaux ?

De nos jours, la multiplication des scandales liés aux fuites de données, qu'il s'agisse des révélations de Snowden sur la surveillance de la NSA ou du scandale *Cambridge Analytica*, témoigne de la persistance de ces enjeux. La protection des données personnelles est devenue un sujet majeur de régulation, et l'Europe est à l'initiative de l'encadrement de ces

²⁷ Voir *La Vérité sur Facebook: Comment je suis devenue lanceuse d'alerte*, de Frances Haugen, 2024.

pratiques, avec notamment des dispositifs tels que le RGPD. Cependant, le débat demeure ouvert sur la légitimité de certaines formes de surveillance au nom de la sécurité nationale.

L'affaire des fiches nous rappelle également l'importance du rôle des lanceurs d'alerte dans nos sociétés démocratiques. Bidegain, en exposant le fichage illégal des officiers, a contribué à une prise de conscience collective, tout comme Snowden, Assange et Manning l'ont fait à notre époque. La question centrale reste de savoir où se situe la limite entre la transparence nécessaire au bon fonctionnement démocratique et le secret indispensable à la préservation de la stabilité étatique.

En définitive, cette affaire met en lumière une problématique intemporelle : comment concilier les impératifs de sécurité de l'État avec la protection des libertés fondamentales ? Si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est que la tentation d'un contrôle excessif des citoyens par les gouvernements n'a jamais disparu et que seule une vigilance constante permet de préserver l'équilibre fragile entre pouvoir et droits individuels.

Bibliographie

Assange, J. (2011). *Julian Assange: The Unauthorised Autobiography*. Canongate Books

Béradia, F. (1964). L'Armée et la République : les opinions politiques des officiers français en 1876-1878. *Revue Historique* (1964).

Berstein, S. (2006). L'affaire des fiches : un scandale républicain. *Les collections de L'Histoire* (33).

Garrigues, J. (2004). *Les scandales de la République : De Panama à l'affaire Benalla*. Nouveau monde éditions.

Haugen, F. (2024). *La Vérité sur Facebook: Comment je suis devenue lanceuse d'alerte*. Éditions Fayard.

Jeanneney, J.-N. (1977). *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir*. Éditions du Seuil.

Manning, C. (2022). *Readme.txt*. Fayard.

Mayeur, J.-M. (1984). *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*. Points.

Mattelart, J. (2007). *La globalisation de la surveillance : Aux origines de l'ordre sécuritaire*. Editions La Découverte.

Snowden, E. (2019). *Mémoires vives*. Éditions du Seuil.

Turbet, J.-L. (2024). L'épopée de la Franc Maçonnerie (vol. 10). Glénat.

Zuboff, S. (2020). *L'âge du capitalisme de surveillance*. Zulma.